



MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Nouvelle Alliance
du G8 pour la
sécurité
alimentaire et la
nutrition

REVUE DES ENGAGEMENTS

Rapport de
Côte d'Ivoire,
2013-2014

REVUE DES ENGAGEMENTS

1- Matrice des principaux engagements politiques du Gouvernement de Côte d'Ivoire

Indicateurs stratégiques

- 1) Le rang du pays dans l'index du Doing Business à l'horizon 2015 est amélioré
- 2) Le volume des nouveaux investissements privés national et étranger dans le secteur agricole a augmenté
- 3) Le Taux d'accroissement de l'investissement privé dans le secteur de la production et de la commercialisation des semences performantes
- 4) Le Taux de malnutrition chez les populations ivoiriennes est réduit

Objectifs	Stratégie d'intervention	Etat d'avancement
1. Sécuriser le domaine foncier rural et faciliter l'accès à la terre, pour les petits producteurs et les entreprises privées	1.1. Poursuivre la mise en œuvre de la loi foncière, par les programmes de délimitation des terroirs des villages et la délivrance de certificats fonciers.	<ul style="list-style-type: none"> - Délimitations de territoire de 5 départements dans le cadre de financement avec l'Union Européenne - Démarrage de la délimitation de territoire de 45 départements (Centre, Centre Nord et Nord) dans le cadre du Contrat de Désendettement avec la France (Période : 2014-2016) - Démarrage de la délimitation de territoire et de délivrance de certificat foncier dans 19 départements (Zone Ouest et Nord Est) dans le cadre de l'appui budgétaire avec la BAD (Période : 2014-2015)
	1.2. Etendre et rendre opérationnel le dispositif du système d'information foncière (SIF) sur l'ensemble du territoire.	-Système d'information foncière dans 5 régions
	1.3. Renforcer les capacités de tous les acteurs de la mise en œuvre de la loi sur le foncier rural, notamment l'appareil judiciaire.	<ul style="list-style-type: none"> - Formation du corps préfectoral dans les différentes zones d'intervention ; - Commissaire enquêteur, - Conservateur de la propriétaire foncière et de l'hypothèque - Formation des géomètres experts ; - etc
	1.4. Accroître l'opportunité d'accès à la terre pour les femmes et les jeunes ruraux, par des dispositions spécifiques dans les programmes et projets.	- Prise en compte des femmes et les jeunes ruraux dans le ciblage des bénéficiaires des projets de développement agricole (au moins 40% de jeunes et 15% de femmes comme indicateurs de performance) ;
	1.5. Finaliser et faire adopter le projet de loi sur la transhumance.	- Avant projet de loi disponible et soumis au Secrétariat Général du Gouvernement pour adoption

2. Créer un environnement propice à l'investissement privé dans le secteur de la production, de la transformation, de la valorisation et de la commercialisation des produits agricoles, animaux et halieutiques ainsi que des intrants agricoles	2.1. Faire adopter la loi d'orientation agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport d'analyse des textes régissant le secteur agricole disponible - Draft d'avant projet de loi disponible et soumis aux acteurs du monde agricole
	2.2. Elaborer et faire adopter la stratégie de réhabilitation et d'entretien des pistes agricoles.	<ul style="list-style-type: none"> - Phase pilote de la mise en œuvre de la Stratégie de réhabilitation et d'entretien des pistes agricoles en cours à travers la mise en œuvre du Projet d'Appui au Secteur Agricole en Côte d'Ivoire (Mutualisation des ressources avec les structures de gestion des filières agricoles et l'AGEROUTE)
	2.3. Poursuivre la réhabilitation des infrastructures de base (pistes agricoles, aménagements hydro-agricoles)	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de l'Etude de faisabilité de la réhabilitation de 3 300 ha de terres aménagées ; - - Réhabilitations de 1 819 km réhabilités à l'Est et 5600 km dans le bassin cacaoyer, chaque année
	2.4. Elaborer et faire adopter une politique de financement des activités agro-sylvo-pastorales	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse des contraintes de financement du secteur agricole en novembre 2013 - Etude de faisabilité de modèle d'agriculture sous contrat en janvier 2014 ; - Mise en œuvre du Projet d'Agriculture sous contrat à partir de novembre 2014
	2.5. Renforcer les services d'aide et d'accompagnement aux investisseurs en vue de bénéficier des avantages prévus dans le nouveau code d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> - Appui du MINAGRI au secteur privé à la formulation des projets et facilitation de leur mise en œuvre ; - Mise en place d'un cadre de concertation du secteur privé ; - Organisation de plate forme d'échange entre les secteur privé et les Institutions de financement de projet privé ; - Elaboration d'étude sur les mesures incitatives à la transformation de noix de cajou
	2.6 Redynamiser le régime d'entreprise franche de transformation des produits halieutiques.	Régime d'entreprise franche fonctionnel avec actuellement 4 entreprises de transformation de thon agréées
	2.7. Faciliter la libre circulation des produits agricoles (bétail et autres produits du cru)	<ul style="list-style-type: none"> - Comité National de Lutte contre le racket créé en 2013
	2.8. Finaliser et faire adopter le projet de loi semencière et	<ul style="list-style-type: none"> - Publication dans le Journal officiel du décret portant création,

environnement propice à l'investissement privé dans le secteur de la production, de la transformation, de la valorisation et de la commercialisation des produits agricoles, animaux et halieutiques ainsi que des intrants agricoles	simplifier les procédures d'homologation et d'inscription au catalogue officiel des variétés.	<p>attribution, organisation, fonctionnement du Comité National des Semences et Plants élaboré</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adoption de décret n°2013-678 du 02 octobre 2013 portant institution du catalogue National des espèces et variétés végétales cultivées en Côte d'Ivoire ; - Adoption de décret n°2013-679 du 02 octobre 2013 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité National des Semences et Plants (CONASEM) ; - Prise d'arrêté n°239/MINAGRI/MESRS/MC du 09 août 2012, modifiant l'Arrêté interministériel n°11 du 15 février 1999, portant institution du Comité Technique d'Inscription au Catalogue Officiel des Espèces et Variétés Végétales (CTIC) ; - Prise d'arrêté n°408/MINAGRI/CAB du 04 novembre 2014, portant nomination des membres du Comité Technique d'Inscription au Catalogue Officiel des Espèces et Variétés Végétales (CTIC)
	2.9. Concevoir un plan d'action sur la lutte contre la fraude sur les produits, marques et appellations, qui menacent le secteur agro-pharmaceutique national.	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier de Renforcement des capacités des agents de douane de Côte d'Ivoire réalisé - Projet de décret portant création et fonctionnement du Comité National de gestion des engrais soumis au Secrétariat Général du Gouvernement - Projet décret portant modalité d'agrément des producteurs, importateurs et distributeurs d'engrais soumis au Secrétariat Général du Gouvernement
3. Créer un cadre propice à la sécurité nutritionnelle	3.1. Renforcer le cadre réglementaire et normatif en matière de nutrition (fortification, bio fortification et hygiène alimentaire)	Elaboration d'un nouveau Programme de Nutrition en cours
	3.2. Finaliser et faire adopter le projet de loi sur la commercialisation des substituts du lait maternel et sur la commercialisation des aliments aux alentours des écoles	
	3.3. Prendre le décret portant création de l'Agence de Sécurité Sanitaire des Aliments	

	3.4. Valider et faire adopter la stratégie de fortification à domicile et dans les écoles	
--	---	--

2- ENGAGEMENT DES MEMBRES DU G8 IMPLIQUE DANS LA NOUVELLE ALLIANCE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

L'engagement des financements actifs en Côte d'Ivoire pour les membres est d'un montant de **279 833 623,12 €** soit **171 057 956 034,74 FCFA**. Ce montant constitue l'ensemble des financements mobilisés depuis l'éligibilité de la Côte d'Ivoire à l'Initiative du G8. Le détail de ces financements à travers la mise en œuvre des projets spécifiques est mentionné dans le tableau 2. Par membre, on note une diversité d'engagement dont l'Union Européenne constitue le premier partenaire financier, suivi de la France notamment dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (Tableau 1).

Tableau 1: Récapitulatif des financements par pays membre du G8 et par sous-secteur

Sous-secteur	Partenaires	Opérateurs	Coût Projet en €	Total Financement en [XOF]	Don/Prêt/C2D	Cumul Montant décaissé 2013-2014 [XOF]	Montant restant (XOF)
Agriculture	Allemagne	GIZ	24 194 526	15 870 601 816	Don	11 533 516 735,70	4 337 085 080,30
Agriculture	Etats-Unis	USAID (ATP. corn, livestock/meat and onion/shallot value chains.)	20 994 646,02	1 270 000 000	Don	1 199 216 100	70 783 900
Agriculture	France	AFD	62 550 000	41 030 298 000	C2D/Don	11 000 000 000	30 030 298 000
Agriculture	Japon	ONDR	8 842 221,32	5 800 143 500	Don	550 000 000	5 250 143 500
Agriculture	Union européenne	UE	122 896 911,00	80 615 457 739,56	Don	30 507 676 341,20	50 107 781 398,36
Environnement	Allemagne	GIZ	2 431 945,51	1 595 249 248,90	Don	806 133 146,04	789 116 103
Environnement	France	AFD	16 464 493,00	10 800 048 828,28	C2D/Don	-	10 800 048 828,28
Environnement	Japon	JICA	16 258 880,27	10 665 175 102	Don	-	10 665 175 102
Gestion des ressources halieutiques	Union européenne	UE	3 400 000	2 230 253 800	Don	446 052 800	1 784 201 000
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	UE/ECHO	FAO	1 800 000	1 180 728 000	Don	944 582 400	236 145 600

Tableau 2: Récapitulatif des Projets financés

Partenaires	Intitulé Projet	Zone	Description	Opérateurs	Coût Projet en €	Coût Projet en millions F CFA	Don/Prêt/C2D	Début_ Fin Projet	Cumul décaissé en millions FCFA	Commentaires
Allemagne	Fonds PPP et contribution partenaire privé	San Pedro, Cavally, Nawa, Poro, Tchologo	Dans le cadre de ses activités conjointes avec le secteur privé au titre de l'initiative « Fonds PPP », la GIZ collabore avec quatre exportateurs SACO, CEMOI, TOUTON et KRÜGER dans la mise en place de projets de partenariat public privé visant à répondre aux différentes problématiques de la durabilité de la cacao-culture en Côte d'Ivoire.	GIZ	1 500 000	983, 940	Don	2010- 2013	983, 940	projet terminé en avril 2013
Allemagne	Développement Economique en milieu rural et Biodiversité (PRODEMIR)	San Pedro, Cavally, Nawa, Poro, Tchologo	Le programme vise à encourager la population locale à utiliser les potentiels économiques de ses ressources naturelles tout en préservant la biodiversité (composante agriculture: développement des filières avicole, porc, maraichères et riz)	GIZ	5 364 526	3 518, 893	Don	2010- 2013	3 518, 893	projet terminé en avril 2013
Allemagne	Projet d'Amélioration du Peuplement des Plantations paysannes de cultures Pérennes (PA4P Volet Hévéa et Palmier à huile), financé par la Union Européenne sur fonds FLEX 2006-2007 et Stabex et exécuté par la Coopération allemande (GTZ) comme cofinancement à son Programme de Développement Economique en milieu Rural (PRODEMIR).	San Pedro, Cavally, Nawa, Moyen Comoé et Nzi Comoé	Le projet vise l'installation de 90 Petites Unités de Production de Matériel Végétal (PEPMV) d'hévéa (50) et de palmier à huile (40). L'objectif est la création de Petites Exploitations de Production de Matériel Végétal (PEPMV) d'Hévéa et de Palmier à huile viables et rentables.	GIZ	4 500 000	2 951, 802	Don	2009-2013	2 951, 802	projet terminé en avril 2013
Allemagne	Adaptation des populations du Sud-Ouest au changement climatique	San Pedro, Cavally, Nawa	Le projet vise la stabilisation de la base de vie de la population vulnérable touché par le conflit dans le sud-ouest, à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement des capacités d'adaptation durable au changement climatique	GIZ	5 150 000	3 378, 194	Don	2011-2016	1 870, 180	

Allemagne	Programme: promotion des Filières Agricoles et de la Biodiversité (PROFIAB): composante Filières Agricoles	San Pedro, Cavally, Nawa, Tchologo, Poro, Bounkani	Le programme vise à soutenir la population rurale dans l'utilisation du potentiel économique des ressources naturelles présentes, tout en rétablissant et améliorant la biodiversité. Tout cela pour développer un espace unique qui prend en compte les intérêts économiques, sociaux et environnementaux : « l'espace Tai ».	GIZ	7 680 000	5 037, 773	Don	2014-2017	2 208, 702	
Etats-Unis	Institutional Capacity building	ECOWAS Countries + Chad and Mauritania	Help regional institutions increase their capacity to fulfill their mandates. Drought early warning systems, increasing farmer access to meteorological information and disseminating regional agricultural statistics.	USAID CILSS	304 896,64	200,	Don	2012-2016	174, 239	
Etats-Unis	Agribusiness & Trade Promotion Program (ATP)	West Africa	Increase free movement of agricultural goods in West Africa (livestocks, maize, sorghum, millet...). facilitates the establishment of the West Africa Grains Network which promotes increased trade and competitiveness of grain products.	USAID (ATP. corn, livestock/meat and onion/shallot value chains.)	762 241,60	500	Don	2009-2012	486, 900	
Etats-Unis	Expanded Agribusiness & Trade Promotion Program (EATP)	West Africa	Increase the value and volume of intra-regional agricultural trade	USAID (EATP Price, millet/sorghum and poultry value chains.s.)	609 793,28	400	Don	2011-2013	397, 248	
Etats-Unis	USAID/West and Central Africa Council on Research and Development (CORAF) Support	West and Central Africa	Research on agricultural practices and improved seeds to member states and national research centers.	FAO	152 448,32	100	Don	2009-2012	70, 829	
Etats-Unis	USAID/West Africa Seed Program	West Africa	Enhance the commercial seed industry and the Seed Alliance in West Africa. Increase the availability of certified and drought resistant seeds for farmers from 12 percent to 25 percent of the total supply	Seed Production and sector capacity building	30 489,66	20	Don	2011-2013	20,	
Etats-Unis	USAID/West Africa Fertilizer Program	West Africa	Ensure continuous access to fortified cooking oil and wheat flour for at least 70% of the population of West Africa	Fertilizer availability, correct use and sector capacity building	76 224,16	50	0	2011-2013	50,	

France	C2D Agriculture/1ère tranche : Programme d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de Côte d'Ivoire (PARFACI)		Programme d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de Côte d'Ivoire (PARFACI) : 1/Projet PSAC en financement parallèle avec la Banque Mondiale, composantes financées par l'AFD : appui à la filière coton (conseil, équipement, structuration de la filière, culture attelée) et réhabilitation des pistes agricoles, 2/ Projet PARFACI : appui aux cultures vivrières (pisciculture, porciculture, légumes, soja, maïs), appui à la mise en oeuvre de la loi foncière, appui institutionnel au MINAGRI, 3/ Appui budgétaire intrants coton	AFD	62 550 000	41, 03	C2D/ Don	2012-2015	11 000,	
Japon	Programme de Relance de l'Activité Rizicole en Côte d'Ivoire(PRARCI)	LES LAGUNES	Objectifs: Réhabilitation des bas-fonds aménagés, des ouvrages hydrauliques et des canaux d'irrigation ; production de semences améliorées ; appui logistique à l'ONDR en véhicules et ordinateurs	ONDR	3 201 633,48	2 100	Don	2012-2016	-	
Japon	Projet de Promotion du Riz Local	Région du Bélier et Gbêkê, Abidjan	Le Projet vise à augmenter le volume de riz local vendu dans la zone ciblée à travers les formations aux producteurs, le renforcement des réseaux entre les acteurs, la promotion du riz local auprès des consommateurs urbains.	JICA	5 640 587,84	3 700	Don	2014-2019	550,	
Union européenne	Partenariat Public Privé pour l'accélération de la mise en œuvre de la loi sur le foncier rural	Territoire National	Application de la loi sur le foncier rural, cellule de suivi de l'application de la loi, appui à la DFR	UE	4 600 000	-	Don	2014-2018	-	
Union européenne	FLEX 06/07	Territoire National	Appui à la filière coton et dans une moindre mesure aux filières hévéa et palmier. Appui à la mise en œuvre du foncier rural	UE	21 230 000	13 926, 031	Don	2009-2014	9 774, 769	
Union européenne	Cadre Spécial d'Assistance en faveur des fournisseurs traditionnels de bananes - Côte d'Ivoire- 2008	Abidjan-Dabou-Agboville, Sud-Est	Appui à la compétitivité des plantations de bananes, et appui environnemental	UE	4 546 911	2 982, 592	Don	2009-2013	2 161, 346	Mise en œuvre terminée, en attente clôture administrative
Union européenne	Mesures d'accompagnement 2008 en faveur des pays signataires du protocole sucre - Côte d'Ivoire	Centre-Nord, Nord-Ouest	Programme d'appui au développement des plantations villageoises de canne à sucre	UE	2 020 000	1 325, 039	Don	2009-2013	1 180, 728	
Union européenne	Mesures d'accompagnement 2009 en faveur des pays signataires du protocole sucre - Côte d'Ivoire	Centre-Nord, Nord-Ouest		UE	4 733 000	3 104,659	Don	2010-2014	2 774, 711	
Union européenne	FLEX 2008	Territoire National	Appui à la multiplication de semences et autres domaines	FAO et autres	20 700 000	13 578, 372	Don	2011-2017	7 290, 173	

Union européenne	Mesures d'accompagnement au programme sucre 2010	Complexes sucrier de Ferké I & II, Borotou et Zouenoula	Développement de la canne villageoise, sécurisation des ressources en eau	UE	5 226 000	3 428, 047	Don	2012-2015	81, 747	
Union européenne	Mesures d'accompagnement 2011 en faveur des pays signataires du protocole Sucre	Complexes sucrier de Ferké I & II, Borotou et Zouenoula	Amélioration de la productivité et de la gestion environnementale, réhabilitation d'infrastructures sociales	UE	7 800 000	5 116, 488	Don	2012-2017	124, 644	
Union européenne	Mesures d'accompagnement au programme Bananes AAP 2010	Abidjan-Dabou-Agboville, Sud-Est	Appui à la compétitivité, plantations villageoises, infrastructures sociales, etc.	UE	44 750 000	29 354, 21	Don	2013-2017	7 119, 558	
Union européenne	Mesures d'accompagnement sucre 2012	Centre-Nord, Nord-Ouest		UE	7 291 000	4 782, 604	Don	2013-2017	-	
Allemagne	Développement Economique en milieu rural et Biodiversité (PRODEMIR)	San Pedro, Cavally, Nawa	Le programme vise à encourager la population locale a utilisé les potentiels économiques de ses ressources naturelles tout en préservant la biodiversité (composante biodiversité: appui à la gestion et la réhabilitation du Parc national de Taï et aux gestionnaires OIPR)	GIZ	1 111 945,51	729, 387	Don	2010-2013	729, 387	terminé en avril 2013
Allemagne	Programme: promotion des Filières Agricoles et de la Biodiversité (PROFIAB): composante Biodiversité	San Pedro, Cavally, Nawa,	Le programme vise à soutenir la population rurale dans l'utilisation du potentiel économique des ressources naturelles présentes, tout en rétablissant et améliorant la biodiversité. Tout cela pour développer un espace unique qui prend en compte les intérêts économiques, sociaux et environnementaux : « l'espace Taï ».	GIZ	1 320 000	865, 862	Don	2014-2016	76, 745	
France	C2D - Conservation des ressources naturelles		Projet de Conservation des Ressources Naturelles de Côte d'Ivoire (CORENA) : 1/Appui à la gestion durable de 90 forêts classées avec la SODEFOR, 2/Appui à la conservation de 3 parcs nationaux (Mont Sangbé, Azagny, Comoé) avec l'OIPR et la FPRCI, 3/Appui à la mise en œuvre de la stratégie REDD+ (RPP et projet pilote) et à l'organisation institutionnelle des compétences nationales en matière de surveillance spatiale des terres 4/Appui institutionnel au MINEF(Etats généraux des forêts) et au MINESUDD.	AFD	16 464 493	10 800, 049		2013-2015		

Japon	Programmes de Préservation des Forêts (PPF)	LES LAGUNES	Protection forêt du Banco ; protection du Parc National de la Comoé ; renforcement SODEFOR ; Etablissement de cartes forestières et fourniture et formation en équipements de cartographie à la SODEFOR ; Moitié des engagements destinés aux achats d'équipements	Japon	11 433 624	7 500,	Don	2010-2014	-	
Japon	Programme pour l'Amélioration des Capacités des Gestion des Désastres Naturels causés par la Changement Climatique	LES LAGUNES		Japon	3 353 863,04	2 200		2010-2013	-	
Japon	Projet de Réhabilitation et de Restauration des Forêts avec L'implication des Communautés Locales	LES LAGUNES		Japon	1 402 524,54	920		2013-2017	-	
Japon	Projet de construction d'un espace éco-touristique à l'entrée du Parc National du Banco à Abidjan	LES LAGUNES	Sensibilisation de la population à la préservation de la nature	Japon	68 868,68	45, 175	Don		-	
Union européenne	Programme d'appui à la gestion durable des ressources halieutiques (PAGDRH)	National	Promotion d'une pêche responsable	UE	3 400 000	2 230, 254	Don	2013-2018	446, 0523	
UE/ECHO	Amélioration des moyens d'existence des ménages affectés par la crise postélectorale en Côte d'Ivoire	National	Agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle	FAO	1 300 000	852,748	Don	2012-2013	682,198	
UE	Assistance pour la sécurité alimentaire des personnes vulnérables encore affectées par les effets de la crise post électorale dans les districts des Montagnes et du Bas-Sassandra.	Districts montagnes et Bas Sassandra	Agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle	FAO	500 000	327, 980	Don	2013-2014	262, 384	
	TOTAL Financement actif					171 057, 956			56 987, 18	
					279 833 623,12					

3- ENGAGEMENT SECTEUR PRIVE AVEC LETTRE D'INTENTION DE FINANCEMENT

Structure Privée	Objectifs	Année 2013-2014 - Bilan des progrès
Initiative du cajou africain (ICA)	<p>Contribuer au développement de la compétitivité de la production et de la transformation de la noix de cajou au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Mozambique :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. en regroupant les investissements des entreprises partenaires (environ 21 millions de \$) ; 2. en rapprochant l'industrie de transformation des groupes d'exploitants de façon à ce que les entreprises de transformation puissent disposer d'un stock de noix de cajou brutes de 60 % en s'approvisionnant directement auprès des exploitants ou de leurs organisations ; 3. en utilisant des fonds de subventions de contrepartie pour soutenir les projets du secteur privé et améliorer ainsi la productivité des exploitants ; et 4. en prévoyant d'investir environ 50 millions de \$ lors de la Phase 1 (jusqu'en 2013) (50 % provenant d'entreprises privées) et environ 20 à 30 millions de \$ entre 2013 et 2015, avec notamment 60 % d'investissement d'acteurs du privé. 	<p>Tous les pays réunis :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 271 617 exploitants formés depuis 2009 (environ 20 % de femmes), augmentant ainsi le revenu net supplémentaire d'environ 18,2 millions de \$. ▪ Introduction des fonds de subventions de contrepartie du cajou qui permettent aux partenaires du secteur privé d'élaborer et de mettre en place des projets pour un rapprochement entre les exploitants et d'améliorer la qualité des plants. ▪ Introduction du Programme de formation supérieure qui permet d'utiliser les principaux détenteurs de connaissances comme formateurs dans la chaîne de valorisation de la noix de cajou.
AGCO	<p>Contribuer au renforcement des capacités, au transfert de connaissances sur le système agronomique et à l'intensification de l'agriculture et de la mécanisation agricole en :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. établissant une ferme pilote et un centre de formation, en association avec les partenaires mondiaux et locaux, pour les grands et les petits exploitants, les étudiants en agriculture et les écoliers locaux ; 2. fournissant des infrastructures et une assistance technique à la mécanisation, des systèmes de stockage et d'élevage, notamment des services après-vente pour les petits exploitants commerciaux ainsi que pour les exploitants nouveaux et de 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de plusieurs visites sur le terrain. ▪ Mise en place d'un partenariat dans le cadre d'un projet de riz avec la Fondation Syngenta, le Groupe NOVEL et le District de Yamoussoukro afin d'établir un réseau agricole et une structure de services avec un centre de formation, permettant la création d'environ 5 000 nouveaux emplois (directs et indirects).

Structure Privée	Objectifs	Année 2013-2014 - Bilan des progrès
	<p>grande taille ; et</p> <p>3. proposant des solutions de financement et en développant des modèles de location pour fournir des tracteurs aux petits exploitants dont le fonds de roulement est réduit.</p>	
<p>Competitive African Cotton Initiative (COMPACT)</p>	<p>Contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants de coton en :</p> <p>1. regroupant les investissements des entreprises partenaires dans la chaîne de valorisation du coton afin de former les exploitants à la conservation des sols et des eaux, à une rotation équilibrée des cultures et aux principes commerciaux ;</p> <p>2. développant la demande de coton grâce à la promotion de la marque « Cotton made in Africa »</p> <p>rapprochant les petits exploitants des grands marchés dans le cadre d'un partenariat avec la « Better Cotton Initiative ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite des plans d'investissements stratégiques jusqu'en 2015. ▪ En partenariat avec le groupe Aga Khan, plus de 46 000 petits exploitants ont pu acheter plus de 140 tonnes de graines de coton homologuées « Cotton made in Africa » et ont produit 61 tonnes de fibres de coton homologuées « Cotton made in Africa ». ▪ Formation d'environ 41 000 petits exploitants en 2013. ▪ 6 millions de \$ d'investissements sont prévus entre 2013 et 2015 pour atteindre les 45 000 exploitants.
<p>Nestlé</p>	<p>Contribuer à accroître les revenus et la sécurité des petits exploitants en améliorant la productivité et le cycle de rendement de plusieurs cultures vivrières et non vivrières en :</p> <p>1. construisant deux sites de recherche (un premier à Abidjan et l'autre à Yamoussoukro) afin de mener des recherches agronomiques centrées sur la production de variétés de plantes à haut rendement et de cultures résistantes aux maladies (cacao, café, racines, tubercules et céréales) avec un investissement d'environ 15 milliards de francs CFA entre 2009 et 2013.</p> <p>2. déployant un projet de soutien aux petits exploitants, notamment pour l'éducation et la formation aux meilleures pratiques et la distribution de plantules de café et de cacao à haut rendement (12 millions de plantules de cacao et 27 millions de plantules de café à distribuer d'ici à 2020) avec un investissement d'au moins 40 millions de \$ entre 2011 et 2020.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fin de la ferme expérimentale de Zambakro (à Yamassoukro) en décembre 2013. ▪ Environ 50 personnes ont été embauchées pour travailler dans deux programmes d'approvisionnement responsable : le Plan Cacao de Nestlé et le Plan Nescafé. ▪ Un manuel illustré a été rédigé et distribué aux exploitants en partenariat avec les négociants, le Coffee and Cocoa Board, ANADER et le National Centre for Agriculture Research (CNRA). 26 140 exploitants ont été formés. ▪ Plus d'un million de plantules de cacao et de café à haut rendement ont été distribuées. ▪ Les premières primes ont été versées à 2 coopératives de café (une première dans le groupe du café) pour récompenser le statut de conformité 4C, en décembre 2013. ▪ Un système pilote de contrôle et de surveillance du travail des enfants a été mis en place. ▪ La Fair Labor Association a analysé la

Structure Privée	Objectifs	Année 2013-2014 - Bilan des progrès
		<p>chaîne d'approvisionnement en cacao de Nestlé et a fait des recommandations en conséquence.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 23 écoles ont été construites en Côte d'Ivoire. ▪ Un Protocole d'entente a été signé avec le CNRA en février 2014.
Rabobank/ Société financière internationale (SFI)	<p>Contribuer à améliorer l'accès au financement des petites et moyennes entreprises agricoles en :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. créant un nouvel établissement non bancaire de financement des activités agricoles intervenant au Nigeria, en Côte d'Ivoire et au Ghana, visant un portefeuille de plus de 200 clients (la West Africa Agribusiness Development Corporation – WAAD) 2. renforçant les capacités des professionnels du secteur agricole local pour optimiser les bénéfices d'un meilleur accès au financement. 	<p>Concernant le projet de la WAAD :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite des actions d'identification et de négociation avec les actionnaires potentiels en 2013. Dans ce but, Rabo-Development et la SFI sont en pourparlers avec plusieurs multinationales des secteurs alimentaires et agricoles. ▪ Plusieurs politiques (RH, crédit, trésorerie) ont été préparées avant le début des opérations. Une charte du conseil a également été rédigée. ▪ Le plan d'affaires a été confirmé comme toujours valable.
Swiss Re	<p>Développer des solutions de micro-assurance liées aux risques agricoles en investissant en nature pour soutenir le développement des marchés de gestion durable des risques agricoles, afin d'aider les exploitants en couvrant les risques associés à la production, par un accès au financement et un engagement dans des activités plus lucratives.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Partenariats avec des donateurs, des entreprises et des gouvernements pour une progression des marchés des transferts des risques agricoles. ▪ Fin de la préparation de la procédure de transfert des risques climatiques. ▪ Au niveau panafricain, 300 000 petits exploitants ont été concernés.
World Cocoa Foundation	<p>Lancer deux nouvelles initiatives dans le cadre du Programme Cocoa Livelihoods (CLP) de 40 millions de \$ de la FMC au Ghana et en Côte d'Ivoire :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. en investissant 3 millions de \$ dans un programme de subventions de contrepartie afin de promouvoir des activités de service et de formation des exploitants du secteur privé et doubler ainsi la productivité de 35 000 producteurs de cacao en passant de 400 kg/ha à 800 kg/ha ; et 2. en investissant 800 000 \$ dans un Fonds de développement financier afin de faciliter l'accès aux services financiers des 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de 45 500 petits exploitants ont été concernés par l'amélioration des pratiques de gestion générale et des ressources naturelles, et environ 750 petits exploitants ont pu accéder à des crédits. • 116 000 ha ont été cultivés grâce à de meilleures techniques de gestion de la fertilité, de lutte contre les maladies et les parasites. • 5 subventions de contrepartie ont été approuvées lors de la deuxième phase du CLP. Du personnel supplémentaire devrait être embauché en 2014. • Conduite d'une évaluation de l'impact et

Structure Privée	Objectifs	Année 2013-2014 - Bilan des progrès
	exploitants, en les dotant du fonds de roulement nécessaire à l'achat de moyens de production.	<p>nombreuses visites sur le terrain.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Subvention accordée par la Fondation Walmart pour former les femmes à la gestion commerciale et aux bonnes pratiques agricoles. • Pilotage de technologies écologiques numériques pour le développement du cacao avec des prévisions d'extension en 2014.
<p>General Alimentaire Africaine (GAA)</p>	<p>Contribuer à améliorer la production de riz et la chaîne de valorisation de la transformation en investissant 2 milliards de Francs CFA dans un programme de développement du riz impliquant l'installation de systèmes de décorticage et le soutien de 7 500 petits exploitants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Collecte d'information dans la zone Est (Bondougou, Tanda , Abengourou) assignée par l'ONDR • Finalisation de l'étude de préfaisabilité du projet qui a été approuvée en Avril 2014 par l'ONDR • Réalisation d'une étude de faisabilité pour démarrer le projet pilote à Bondougou. Préparation d'une requête de financement auprès des banques locales pour la réalisation de ce projet pilote. • Démarrage des activités de production et de transformation de riz dès la signature de l'accord-cadre avec le Gouvernement et la mise en place des financements au plus tard en Décembre 2014.
<p>Groupe Louis Dreyfus</p>	<p>Contribuer à développer la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté dans les régions du Poro (Korhogo), du Tchologo (Ferkessédougou) et du Bagoué (Boundiali et Tingrela), en investissant 22,2 milliards de francs CFA pour :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. établir un projet intégré en partenariat avec les riziculteurs pour créer une ferme pilote, améliorer les moyens de production, de récolte, de transformation et de commercialisation du riz ; 2. créer un PPP afin de réhabiliter les infrastructures d'irrigation et s'appuyer sur les unités de transformation existantes ; et 3. construire des infrastructures socio-économiques pour les populations rurales dans la zone concernée par le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Étude de faisabilité complète et finalisée • Recherche de partenaires locaux et régionaux pour le développement de modèles agricoles inclusifs (intégration de petits producteurs via joint-ventures) • Développement de différents modèles de soutien direct en faveur des agriculteurs pour assurer une meilleure productivité et les objectifs de rendement • Investissements ciblés sur de petites unités de transformation.
<p>NERE</p>	<p>Contribuer à développer la capacité de stockage du poisson en investissant 1 milliard</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Emplois créés en 2013 : 20 fixes et 30 journaliers

Structure Privée	Objectifs	Année 2013-2014 - Bilan des progrès
	de francs CFA pour construire des équipements permettant de stocker 3 000 tonnes.	<ul style="list-style-type: none"> • Développement du réseau de distribution à Man, avec extension de la clientèle • Etude de marché en cours pour l'extension du réseau de distribution à l'ensemble du territoire national au-delà des 4 points de distribution déjà en place.
Société Nationale d'Alimentation (SONAL)	Contribuer à accroître la capacité de stockage de poissons à l'intérieur du pays (là où les stocks de poissons sont souvent faibles) en investissant 3 milliards de francs CFA pour acheter une chambre froide d'une capacité de 7 000 tonnes.	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une chambre froide à Abidjan – capacité globale de stockage à Abidjan : 12,000 MT • Actuellement 6 points de distribution à l'intérieur du pays • Recherche de partenariats pour le développement d'activités de pisciculture et filière maïs.
NOVEL Group	<p>Créer un réseau agro-industriel intégré de production, de transformation et de commercialisation du riz (via un partenariat avec AGCO et la Fondation Syngenta qui a institué une société -en participation avec le District de Yamoussoukro- appelée YAANOVEL) et, grâce à un investissement prévu de 62,5 milliards de francs CFA dans le projet, établir 10 000 ha de plantations industrielles et 5 000 ha pour des producteurs individuels, comprenant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la création d'une ferme dédiée à la promotion de la mécanisation, avec un centre moderne de semences ; 2. la réhabilitation et l'extension de zones développées ; 3. l'établissement d'une unité de transformation complète du riz dotée de capacités de cogénération d'électricité ; et 4. la mise en place de silos et d'entrepôts de stockage. 	<ul style="list-style-type: none"> • Avril 2012: Protocole d'accord avec le District de Yamoussoukro • Juillet 2012: Etude de pré-faisabilité pour les filières riz, cacao et café • Septembre 2012: Création de Yaanovel SA et démarrage de la première phase pilote du projet destinée à la production de semences de riz de qualité • Janvier 2013: Demande de financement faite par la partie publique à la Banque Africaine de Développement(BAD) pour les infrastructures agricoles • Août 2013: Signature d'un accord-cadre avec le Ministère de l'Agriculture (inauguration officielle du projet Yaanovel par le Premier Ministre) • Novembre 2013: Démarrage de la deuxième phase du projet pilote 2 pour la production de riz paddy. • Janvier 2014: Démarrage de l'étude de faisabilité
SUD Industries	En partenariat avec le groupe d'agriculteurs de Yebe WOGNON, contribuer au développement des chaînes de valorisation du riz et de l'élevage dans le nord de la Côte	Les projets ont été revus de la manière suivante :

Structure Privée	Objectifs	Année 2013-2014 - Bilan des progrès
	<p>d'Ivoire en :</p> <ol style="list-style-type: none"> investissant 100 milliards de francs CFA dans la production, la transformation et la commercialisation du riz, notamment par la création et le développement de zones rizicoles (centré sur la mécanisation des opérations agricoles), pour le soutien de 32 000 producteurs et pour la transformation et la commercialisation du riz investissant 10 milliards de francs CFA dans la production animale – en soutenant tout particulièrement les éleveurs, en créant et en utilisant une ferme laitière pour la production de lait, de yaourts et autres produits laitiers et en créant des réseaux de distribution et de commercialisation de la viande et des produits laitiers. 	<ul style="list-style-type: none"> Projet 1: créer une usine de coton moderne pour la production d'huile destinée à la consommation humaine et du tourteau de coton pour l'alimentation du bétail Projet 2: créer une ferme agro-pastorale: production d'œufs, poussins d'un jour et alimentation pour volailles <p>A ce jour:</p> <ul style="list-style-type: none"> Les plans d'affaires pour les deux projets sont en cours de finalisation. Les terrains ont été identifiés les fournisseurs d'équipements identifiés et les premiers devis reçus Montages financiers en cours <p>35 000 petits exploitants de coton et maïs bénéficieront de ces projets.</p>

Collecte d'informations en cours pour les entreprises ci-dessous :

	Objectifs
Association des Professionnels du caoutchouc Naturel en Côte d'Ivoire (APROMAC)	<p>Contribuer à améliorer la productivité des plantations de caoutchouc pour environ 76 000 planteurs de caoutchouc et leurs familles, ainsi que pour les entreprises et employés impliqués dans la transformation du caoutchouc en :</p> <ol style="list-style-type: none"> appliquant, en association avec l'Interbranch Fund for Agricultural Research and Advice, un mécanisme de financement de la recherche agricole et des services de conseil (grâce à un apport d'environ 2 milliards de francs CFA pour 2012-2013 et qui devrait être maintenu pour les années à venir) ; utilisant un Fonds de développement du caoutchouc pour financer un plan d'action couvrant la création de plantations, la formation et l'entretien du réseau (soit 5,2 milliards de francs CFA en 2012 à renouveler chaque année).

Barry Callebaut	Contribuer à augmenter la productivité des petits producteurs de cacao , soit 35 000 bénéficiaires via le projet 'Horizon Cacao' en investissant 4 milliards de francs CFA pour créer un collège technique afin de former des instructeurs, donner des conseils et fournir des moyens de production.
Cemoi	Contribuer à améliorer les moyens de subsistance des producteurs de cacao via le projet Processor Alliance for Cocoa Traceability and Sustainability (PACTS), avec un financement de 0,5 milliard de francs CFA par an, en : <ol style="list-style-type: none"> 1. promouvant la qualité du cacao ivoirien ; 2. améliorant la productivité de plus d'1 tonne/ha ; 3. augmentant les revenus d'environ 40 000 producteurs de cacao.
Export Trading Corporation (ETG)	Contribuer à améliorer la production de riz, sa transformation et sa commercialisation via un projet de développement du riz de 25 milliards de francs CFA mis en œuvre en partenariat avec CI Trading.
Groupe CEVITAL	En partenariat avec la société CICA, développer un projet intégré avec les producteurs de riz qui supportera le développement de la chaîne de valorisation et encouragera la mécanisation des exploitations rizicoles dans la région du Bounkani au nord-est de la Côte d'Ivoire, grâce à un investissement de 100 milliards de francs CFA.
Compagnie d'Investissements Céréaliers (Groupe CIC)	Développer un projet intégré de riz en partenariat avec les riziculteurs locaux dans la région du sud-ouest du Haut-Sassandra, soutenant la production, la promotion de la mécanisation, la transformation et la commercialisation grâce à un investissement de 20 milliards de francs CFA.
INTERCOTON	Contribuer à améliorer la productivité des systèmes de culture du coton au bénéfice de 90 000 petits exploitants environ, de leurs familles et des sociétés cotonnières en entretenant un mécanisme durable de financement des services de conseil et de recherche agricole (environ 1,2 millions de francs CFA investis en 2012-13 à renouveler tous les ans).
Société Ivoirienne de Productions Animales (SIPRA)	Contribuer à améliorer la sécurité alimentaire grâce à une plus grande production avicole en : <ol style="list-style-type: none"> 1. investissant 17 milliards de francs CFA qui devraient permettre de doubler la production avicole dans les 6 prochaines années 2. investissant 3,5 milliards de francs CFA pour créer un complexe agricole dans le sud de la Côte d'Ivoire afin d'augmenter la production d'œufs de 70 millions (voire de 110 millions), ce qui permettrait de nourrir presque 3 millions de consommateurs.

PERSPECTIVES

PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Partenariat et investissement : les clés du renforcement des chaînes de valorisation des cultures prioritaires

Les PPP en cours de développement et les investissements du secteur privé sont considérés par le GoCI comme essentiels pour favoriser la croissance agricole dans le pays. Pour les encourager, les priorités et domaines d'intervention suivants ont été définis pour l'année à venir :

Favoriser un environnement propice

- Développement et adoption de la Loi d'orientation agricole par le Cabinet et l'Assemblée nationale.
- Soutien à la mise en œuvre de la Loi foncière rurale et clarification du statut des anciennes concessions gouvernementales, avec une résolution des problèmes de régime foncier comme prérequis pour atteindre les ambitions du GoCI et stimuler le développement agricole. Une phase pilote initiale mondiale soutenue par les banques et l'UE a permis de disposer d'un cadre de mise en œuvre pour la création et l'application de la loi et a entraîné la mise en place de mesures pour sécuriser les terres dans 103 localités. Des ressources plus importantes sont néanmoins toujours nécessaires pour étendre ces efforts à l'ensemble du pays.

Stimuler les investissements du secteur privé

- Soutenir les acteurs de la chaîne de valorisation afin de finaliser et de mettre en œuvre une stratégie d'auto-financement spécifique au secteur pour la mise en commun des ressources et une stratégie de financement des fermes commerciales et des modèles d'entreprises inclusifs.
- Poursuivre le développement des études de faisabilité et des projets grâce à la chaîne de valorisation.
- Développer des études complètes sur la compétitivité ainsi que des statistiques et des données par secteur industriel et par groupe.
- Définir un système permettant de suivre rapidement le développement des PME tout en identifiant les besoins et le type de support nécessaires.
- Continuer à renforcer les infrastructures afin de permettre l'accès aux marchés dans tout le pays et en particulier pour rapprocher les régions du nord de celles du sud.
- Promouvoir d'autres investissements dans les infrastructures et programmes d'irrigation.

Promouvoir une approche de la chaîne de valorisation et la diversification

- Encourager l'amélioration de la diversification de la production agricole.
- Soutenir la promotion du coton, de la noix de cajou et du riz comme chaînes de valorisation clés, ce qui pourrait éventuellement permettre de les porter à un niveau comparable à celui du cacao et du café. Avec le coton, la noix de cajou a gagné une importance considérable, la Côte d'Ivoire étant désormais le deuxième plus gros producteur après l'Inde, aspirant à augmenter sa production jusqu'à 600 000 tonnes d'ici à 2016 avec pour objectif d'atteindre 35 % de transformation locale contre 5 % actuellement.

OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENTS ET DE PARTENARIAT

Les opportunités d'investissements suivantes ont été identifiées par le Gouvernement de Côte d'Ivoire :

Encourager la production de maïs afin de répondre à la demande variée

Des investissements sont nécessaires dans un projet visant la production de 300 000 tonnes de maïs supplémentaires par an pour répondre aux besoins des différentes catégories d'utilisateurs de Côte d'Ivoire, notamment les fabricants industriels d'aliments pour animaux, les éleveurs, les brasseurs et les consommateurs, mais aussi pour répondre à la demande sous-régionale.

Initiative pour la transformation de la noix de cajou par les PME

Un soutien est nécessaire pour réaliser un projet de développement d'unités de transformation à petite échelle pour la transformation de la noix de cajou par des PME et pour définir des mesures d'incitation nécessaires à leur fonctionnement, l'objectif global étant de créer 80 unités de décorticage présentant une capacité de 2 500 tonnes par jour et 32 000 emplois d'ici à 2015.

Création de pôles de riz pour répondre à la demande croissante de riz

La consommation intérieure de riz augmente régulièrement de 6 % par an, avec une production intérieure incapable de répondre à la demande, ce qui entraîne une dépendance à l'égard des exportations qui a atteint 64 % en 2009. Pour profiter de cette opportunité de substitution des importations, l'intérêt des investisseurs est suscité dans le cadre d'un projet de pôles de riz visant à soutenir la production (avec un accès aux moyens de production, aux programmes d'irrigation, à une meilleure gestion des cultures et à la recherche agricole), le traitement agro-alimentaire et la commercialisation, de façon à porter la production intérieure à 1,9 millions de tonnes d'ici à 2016. La création d'un stock de sécurité alimentaire est également envisagée.

Remise en état des terres et développement pour la culture de riz et de légumes

D'autres ressources sont nécessaires pour faire avancer un projet de remise en état et de développement de 100 000 ha de plaines basses pour la culture du riz et 10 000 ha pour la production de légumes, les résultats attendus étant la production d'environ 1 million de tonnes de riz brut et 100 000 tonnes de légumes, ainsi que la création d'environ 200 000 emplois d'agriculteurs.

Remise en état des exploitations et des stations d'élevage

Seules cinq des dix exploitations de bétail et stations d'élevage intégrées à un projet de remise en état dans plusieurs régions du pays sont actuellement opérationnelles. D'autres investissements sont nécessaires pour remettre ces fermes en état de fonctionnement pour la production de moutons, de bœufs et de produits laitiers.

Contacts pour les investissements

Nouhoun Coulibaly Directeur général, Direction générale de la planification, du contrôle des projets et des statistiques, Ministère de l'agriculture | couln@yahoo.com ou bcomoe@yahoo.fr

Djiakariya Coulibaly Directeur de la planification et des programmes, Ministère des ressources animales et halieutiques | djiakariyac@yahoo.fr